



Assemblée générale

Distr.
GENERALE

A/48/94
2 mars 1993
FRANCAIS
ORIGINAL : ESPAGNOL

Quarante-huitième session
Points 79, 80, 96, 109 et 115 de
la liste préliminaire*

EXAMEN DE L'APPLICATION DE LA DECLARATION SUR LE RENFORCEMENT
DE LA SECURITE INTERNATIONALE

MAINTIEN DE LA SECURITE INTERNATIONALE

COOPERATION INTERNATIONALE POUR LA CROISSANCE ECONOMIQUE
ET LE DEVELOPPEMENT

DROIT DES PEUPLES A L'AUTODETERMINATION

QUESTIONS RELATIVES AUX DROITS DE L'HOMME

Lettre datée du 25 février 1993, adressée au Secrétaire général
par le Représentant permanent de la Guinée équatoriale auprès
de l'Organisation des Nations Unies

D'ordre de mon gouvernement, j'ai l'honneur de vous faire tenir ci-joint la déclaration intitulée "Réaction du Gouvernement équato-guinéen à la déclaration que le Ministre espagnol des affaires étrangères, S. E. M. Javier Solana, a faite devant la Chambre des députés de son pays réunie en séance plénière" (voir annexe), ce en violation flagrante des principes de l'égalité souveraine, du respect mutuel, de la non-ingérence, et du droit des peuples à disposer d'eux-mêmes que consacrent les Articles 1, 2 et 33 de la Charte des Nations Unies.

*A/48/50.

A/48/94
Français
Page 2

Je vous serais très obligé de bien vouloir faire distribuer le texte de la présente déclaration à tous les Etats Membres et observateurs en tant que document officiel de l'Assemblée générale, au titre des points 79, 80, 96, 109 et 115 de la liste préliminaire.

L'Ambassadeur,

Représentant permanent

(Signé) Dámaso Obiang NDONG

/...

ANNEXE

Réaction du Gouvernement équato-guinéen à la déclaration
que le Ministre espagnol des affaires étrangères,
M. Javier Solana, a faite devant la Chambre des députés
de son pays réunie en séance plénière

Malabo, le 19 février 1993

Les déclarations touchant la coopération de son pays avec la Guinée équatoriale que le Ministre espagnol des affaires étrangères, M. Javier Solana, a faite le 18 février devant la Chambre des députés espagnole, et dont le Gouvernement équato-guinéen a eu connaissance, sont d'une nature telle que le Ministère équato-guinéen des affaires étrangères et de la francophonie ne peut que les réfuter avec la plus grande fermeté au nom du gouvernement de son pays. Il y voit en effet une manoeuvre éhontée visant à fausser intentionnellement la réalité des faits, sans que l'on sache s'il s'agit une fois encore d'une opération d'intoxication de l'opinion publique espagnole et mondiale ou d'une habile tentative de justification de la politique d'hostilité qui règle les relations du Gouvernement espagnol avec la Guinée équatoriale.

Notre protestation et notre réfutation visent certains points de la déclaration de M. Solana sur lesquels nous revenons ci-après et dont nous considérons qu'ils faussent intentionnellement des faits notoirement connus. Un responsable de la politique étrangère se devrait selon nous d'avoir l'honnêteté intellectuelle de présenter les faits tels qu'ils se sont produits, afin que les députés espagnols ne soient pas irrespectueusement mystifiés et sachent ce qui se passe vraiment en Guinée équatoriale.

a) Il y a manoeuvre dans le fait que M. Solana ait mis au point un scénario totalement différent des événements qui se sont produits le 17 décembre 1992, en déclarant seulement que le professeur Celestino Bacale avait été arrêté parce qu'il appartenait à l'opposition, alors qu'il savait que l'arrestation résultait d'une plainte déposée par le Président du Parti politique Convención Liberal Democrática, Don Alfonso Nsue Mekuy, selon laquelle l'intéressé avait proféré des menaces de mort à son encontre. M. Solana savait que les autorités équato-guinéennes n'avaient pas fermé l'Institut et qu'elles avaient essayé de négocier avec les professeurs qui s'étaient mis en grève par solidarité avec M. Celestino Bacale (tous rémunérés au titre de la coopération espagnole, bizarrement). Chacun sait, et l'amnésie volontaire de M. Solana ne laisse de nous surprendre à cet égard, que les étudiants de l'Institut qui avaient été incités à manifester le 17 décembre étaient manipulés par les professeurs grévistes et par d'autres individus aux intérêts inavoués. Même s'il a préféré le taire devant les députés, M. Solana savait parfaitement que les jeunes gens en question n'avaient reçu d'indications d'aucun agent de police et que s'ils avaient attaqué le marché, c'était après en avoir reçu la consigne sur les lieux d'où était partie la manifestation. Il savait aussi que les manifestants avaient commencé à saccager et à détruire des étals, et que les forces de sécurité, alertées par

/...

un citoyen, n'étaient intervenues que quelques minutes plus tard; il a choisi de ne pas révéler que les actes de vandalisme commis sur le marché public de Malabo s'étaient traduits par des pertes tragiques pour plusieurs commerçants équato-guinéens et étrangers de modeste condition. Il ne fait aucun doute non plus que si les forces de sécurité n'étaient pas intervenues, ce serait des pertes en vies humaines que l'on aurait à déplorer aujourd'hui. Pourquoi M. le Ministre n'a-t-il pas dit que le Gouvernement n'avait été que tardivement informé des excès des forces de l'ordre qui ont suivi, qu'il les a publiquement condamnés, qu'il a exprimé le regret que de tels faits se soient produits et qu'il a pris des mesures pour éviter qu'ils ne se répètent.

A qui profite cette manipulation absurde de faits auxquels ont assisté des milliers de témoins?

b) M. Solana manquait selon nous d'objectivité lorsque, informant les députés de la visite du Sous-Secrétaire du Ministère espagnol des affaires étrangères en Guinée équatoriale, il leur a fait part uniquement de ce que celui-ci avait déclaré au Gouvernement équato-guinéen et a préféré passer sous silence les observations que le Gouvernement équato-guinéen avait chargé le Sous-Secrétaire de transmettre au Gouvernement espagnol - observations dont nous pensons qu'elles auraient permis aux députés de mieux comprendre certains aspects du problème que posent nos relations bilatérales. Se peut-il que le Sous-Secrétaire n'ait pas pleinement informé le Ministre des vues formulées par le Gouvernement équato-guinéen? Il ne nous paraît guère objectif, alors qu'une délégation chargée "de débattre franchement avec la partie guinéenne de tous les aspects de la coopération bilatérale et d'essayer de résoudre les problèmes qui pouvaient y faire obstacle", aux dires du Sous-Secrétaire lui-même, alors que cette délégation a négocié avec une commission équato-guinéenne présidée par un vice-premier ministre et composée d'un ministre d'Etat, du Ministre et du Ministre délégué aux affaires étrangères, d'un conseiller présidentiel et d'un ambassadeur, au cours de deux séances de travail de plus de quatre heures, alors qu'elle a été reçue par le Président de la République de Guinée équatoriale, avec lequel elle s'est entretenue pendant plus d'une heure, il ne nous paraît guère objectif, disions-nous, que M. Solana ait à peine mentionné la chose, qu'il se soit contenté d'un vague murmure qui n'a apporté aucun éclaircissement et qui n'a pas permis aux députés de se faire une idée de la situation en Guinée équatoriale ... se pourrait-il que le gouvernement socialiste ait intérêt, un intérêt inavoué, à ce que les députés ne continuent à connaître la Guinée équatoriale que sous le jour qui lui convient?

c) Il est étonnant que M. Solana parle de la volonté qu'aurait son gouvernement de coopérer avec la Guinée équatoriale alors que, de façon unilatérale et au mépris des dispositions du Plan Marco, il a réduit peu à peu cette coopération au minimum et en est même venu, pendant la mission du Sous-Secrétaire, à suspendre, unilatéralement aussi, deux programmes de coopération dans le domaine de l'éducation, précisément. Lorsque le Ministre soutient que le comportement du Gouvernement équato-guinéen rend "non viable" la poursuite de ces programmes, nous y voyons la confirmation de la politique d'ingérence dans les affaires intérieures de la Guinée équatoriale qui régit

/...

depuis quelque temps le comportement du Gouvernement espagnol, car ce que signifie cette "non-viabilité", c'est en fait que le Gouvernement équato-guinéen entend veiller à la pureté politique des centres d'éducation, de peur que ces derniers ne se transforment en lieu de machinations et de manipulations propres à détourner les étudiants de leurs obligations scolaires, et qu'il s'oppose aux incitations à la violence qui commencent à s'y faire jour. Le Ministre s'est bien gardé de dire aux députés que plusieurs professeurs auxiliaires avaient été incités par certains coopérants à faire preuve d'insubordination vis-à-vis de leur Ministère de tutelle en raison de ce que leur salaire leur est versé par la coopération espagnole et non par le Gouvernement équato-guinéen. C'est à regret que nous constatons que la coopération espagnole, qui était de première importance pendant les années 80, ne cesse de se dégrader par la faute d'un gouvernement socialiste que ne motive que son refus de reconnaître le gouvernement légitime de la Guinée équatoriale, tandis que les autorités espagnoles chargées de cette coopération multiplient les obstacles et les décisions arbitraires, faisant fi des instruments de contrôle créés par les deux Gouvernements, comme la Commission mixte que la partie guinéenne a saisie à maintes reprises, mais en pure perte; soucieux de faire la lumière sur les montants réellement consacrés à la coopération avec la Guinée équatoriale, le gouvernement de Malabo a donc fini par s'adresser à la Cour des comptes espagnole afin qu'elle évalue, conjointement avec une commission guinéenne, l'impact effectif de la coopération espagnole en Guinée équatoriale. Cette démarche aussi est restée sans aucun effet.

Le Gouvernement équato-guinéen pense en réalité que, si une volonté de coopération et de relations amicales a pu animer le gouvernement socialiste, il n'en va plus ainsi. Plus le gouvernement de Malabo s'efforce de préserver et de renforcer les liens séculaires d'amitié et de coopération qui l'unissent au Royaume d'Espagne, plus celui-ci lui marque en effet son rejet et son hostilité.

Les déclarations faites par le Ministre espagnol des affaires étrangères témoignent de façon tangible de cet antagonisme et de cette volonté d'ingérence, aussi bien, alors même qu'à Malabo, le Gouvernement et l'opposition, en bons fils de la Guinée équatoriale, se réunissent pour débattre en frères de l'avenir politique pluraliste de leur pays, que de l'intention évidente de détourner l'attention des uns et des autres du travail sérieux qu'ils sont en train de faire, dans le but de les replonger dans des querelles stériles.

Nous estimons, comme les Guinéens qui le découvrent actuellement par eux-mêmes, qu'une telle attitude n'est pas digne d'un gouvernement que son histoire appelle à promouvoir la concorde et l'entente entre les deux peuples et entre leurs gouvernements, ainsi qu'à aider la Guinée équatoriale à se trouver au rendez-vous de l'histoire en cette période de changements profonds dans la vie socio-politique du pays.

Le Gouvernement équato-guinéen n'en demeure pas moins convaincu de la pérennité des liens qui l'unissent à l'Espagne, convaincu de l'obligation historique qu'ont tous ceux qui se trouvent à la direction des deux pays d'oeuvrer au maintien et au renforcement de ces liens, et confiant que le

/...

gouvernement socialiste finira par entendre raison et fera preuve d'une plus grande transparence, d'honnêteté politique et de respect dans ses relations avec la Guinée équatoriale, seul pays de tradition hispanique du continent africain et seule nation hispanique à laquelle l'Espagne ait reconnu son droit légitime à la souveraineté.

d) A la lumière de tout ce qui précède, nous nous demandons si l'Espagne, égarée par l'obstination de certains de ses dirigeants, qui ne cessent de faire preuve d'hostilité et de se rendre coupables d'actes injurieux à l'encontre du peuple et du Gouvernement guinéens, dont un destin partagé devrait pourtant faire des amis, ne va pas au-devant d'un nouvel échec dans ses relations avec la Guinée équatoriale.

Nous ne savons quelles explications le Gouvernement espagnol donne aux députés qu'il ne tient pas au fait des nombreuses et insistantes démarches que le gouvernement de M. Obiang Nguema Mbasogo a entreprises et continue d'entreprendre en vue d'établir les relations privilégiées qui devraient exister entre les deux Etats. S. E. M. Obiang Nguema Mbasogo, principal artisan du changement de régime politique en Guinée équatoriale intervenu le 3 août 1979, avait en effet demandé au Gouvernement espagnol de lui apporter son concours. Quelles n'ont pas été la surprise et la déception des jeunes militaires d'alors, qui avaient une foi aveugle dans l'ancienne puissance coloniale qu'ils considéraient comme la "mère patrie", lorsque le Gouvernement espagnol a refusé de les appuyer, prétextant qu'il "ne voulait pas être accusé d'ingérence". Quelques années plus tard, cette ingérence constitue la caractéristique essentielle de la politique espagnole à l'égard de la Guinée équatoriale, n'est-ce pas étrange?

e) Au lendemain du coup d'Etat libérateur, et bien que le Gouvernement espagnol ait initialement refusé d'apporter son appui à l'action engagée par les forces armées guinéennes pour mettre un terme à la dictature, M. Obiang Nguema Mbasogo a de nouveau demandé qu'une force armée espagnole soit expédiée en Guinée équatoriale, afin d'y assurer sécurité et maintien de l'ordre. Une nouvelle fin de non-recevoir a été opposée à ceux qui persistaient néanmoins à croire en l'Espagne.

f) S'est ensuivie une série interminable de demandes de la Guinée équatoriale et de rebuffades de l'Espagne. Lorsque les autorités guinéennes ont demandé que le soutien de la peseta espagnole soit apporté à la monnaie guinéenne, l'ekwele, fragilisée par la mauvaise gestion du régime dictatorial et ses conséquences économiques désastreuses, elles ont essuyé un nouveau refus. Lorsqu'elles ont demandé l'aide du secteur privé espagnol pour relancer l'économie nationale ruinée par 11 années de marasme et d'incohérence économique sous la dictature ... le Gouvernement espagnol s'est encore une fois dérobé à ses responsabilités.

g) Comment ne pas s'étonner d'attitudes aussi contradictoires? Il y a 12 ans, l'Espagne n'a pas voulu s'ingérer dans les affaires intérieures de la Guinée équatoriale quand elle a été appelée à l'aide; aujourd'hui, sans que personne l'y invite, le Gouvernement espagnol s'érige en gendarme et prétend, comme à l'époque coloniale, imposer sa manière de penser et de faire aux

/...

autorités légales du pays; l'Espagne, qui a octroyé l'indépendance à la Guinée équatoriale en 1968, souhaite semble-t-il aujourd'hui, par la volonté de son gouvernement socialiste, soumettre le peuple équato-guinéen à une nouvelle forme de colonialisme en lui imposant contre sa volonté propre un système multipartite.

h) Echec après échec, l'histoire des espérances déçues semble se répéter sans fin. Les luttes intestines qui divisaient le régime espagnol de l'époque ne sont-elles pas à l'origine de 11 années interminables d'une dictature honteuse? L'Espagne n'a pas préparé l'élite qu'il aurait fallu pour prendre en main les destinées du nouvel Etat souverain. Et ce qui devait arriver arriva, en la personne du dictateur Macias. C'est ainsi que la décolonisation a pris un tour tragique pour le peuple équato-guinéen. Avec son projet de démocratisation, le gouvernement socialiste ne fait que recommencer la même expérience. Il semble qu'il entende fonder les relations entre Etats souverains sur son bon vouloir, sur les subtilités, les sautes d'humeur et les improvisations d'une classe dirigeante qu'agitent complexes de domination et appétit de grandeur. C'est de ce type d'attitude qu'ont découlé les incidents du 5 mars 1969 et le départ en masse, sur l'ordre des autorités de Madrid, des Espagnols de Guinée équatoriale. Souhaite-t-on que l'histoire se répète?

i) Nonobstant cette longue énumération d'occasions de rapprochement manquées, le Gouvernement et le peuple équato-guinéens demeurent désireux de coopérer avec l'Espagne.

j) Nous concluons en citant les propos des plus conciliants que S. E. Obiang Nguema Mbasogo a tenus dans la lettre qu'il a adressée au Premier Ministre espagnol le 3 juillet 1992, à savoir que "si l'Espagne témoignait de sa volonté de coopérer et de maintenir des relations d'entente fraternelle, les malentendus qui compromettent gravement les intérêts supérieurs sur lesquels reposent les relations historiques entre nos deux peuples s'estomperaient d'autant plus facilement que les valeurs que nous partageons distinguent la Guinée équatoriale des autres pays d'Afrique".
